

Débat d'orientation budgétaire et budget 2024.

Faut-il vraiment s'inscrire dans la continuité ?



Débat d'orientation budgétaire et budget 2024.

Débat d'orientation budgétaire et budget 2024. Faut-il vraiment s'inscrire dans la continuité ? Nous ne le pensons pas.

Forte croissance des charges de fonctionnement depuis 5 ans, hausse des impôts, dette consolidée toujours élevée, manque de fiabilité et de sincérité de certains budgets,...

On nous indique une bonne maîtrise des charges. Le constat : en cinq ans +18% pour les dépenses , +9% pour les recettes !

On nous indique stabilité fiscale ? Tous ceux qui ont reçu leur taxe foncière seront certainement surpris avec une hausse de plus de 12% en deux ans. Stabilité des taux peut-être mais pas stabilité fiscale ! Là aussi rappelons que la politique fiscale en matière de taxe foncière reste de l'entière responsabilité et compétence de la commune....

On nous propose de débattre sur des chiffres qui évoluent au fil des mois de façon pour le moins surprenante ; c'est un euphémisme : nous débutons pour la cuisine centrale à 175 000 €. Surpris nous demandons confirmation ce qui est fait par le maire et le Directeur Général des services. Quelques mois plus tard nous passons à 400 000 €. Le maire nous précise alors que le montant initial était "imprécis". Puis quelques semaines après nous sommes en commission à 750 000 €. Aujourd'hui on nous parle de 850 000 €. Débattre durant des heures dans ces conditions est-ce bien sérieux ? Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. On ne peut que s'interroger sur la fiabilité et la sincérité des chiffres qui nous sont communiqués. Et pourtant on nous parle d'expérience.

On nous indique un désendettement. Vrai pour la commune grâce aux investissements transférés vers la Communauté de communes de la Gascogne Toulousaine (CCGT) et l'Établissement public foncier (EPF) mais faux pour le contribuable lillois si l'on tient compte de l'ensemble de la dette de la CCGT (budget principal et budgets annexes) ou encore de l'EPF. Ainsi dans la vision consolidée de la dette il faut ajouter pas moins de 7 millions d'euros au titre de la CCGT. !

L'objectif doit être de maîtriser le budget communal pour continuer à investir significativement dans des domaines aussi indispensables que le social, l'eau, la santé, l'environnement, la mobilité et la culture. ..

Dans ces conditions nous considérons que la commune doit redoubler d'efforts dans sa gestion du quotidien et dans l'arbitrage de ses investissements. En effet la fiscalité reste élevée et il est difficilement concevable qu'elle augmente encore.